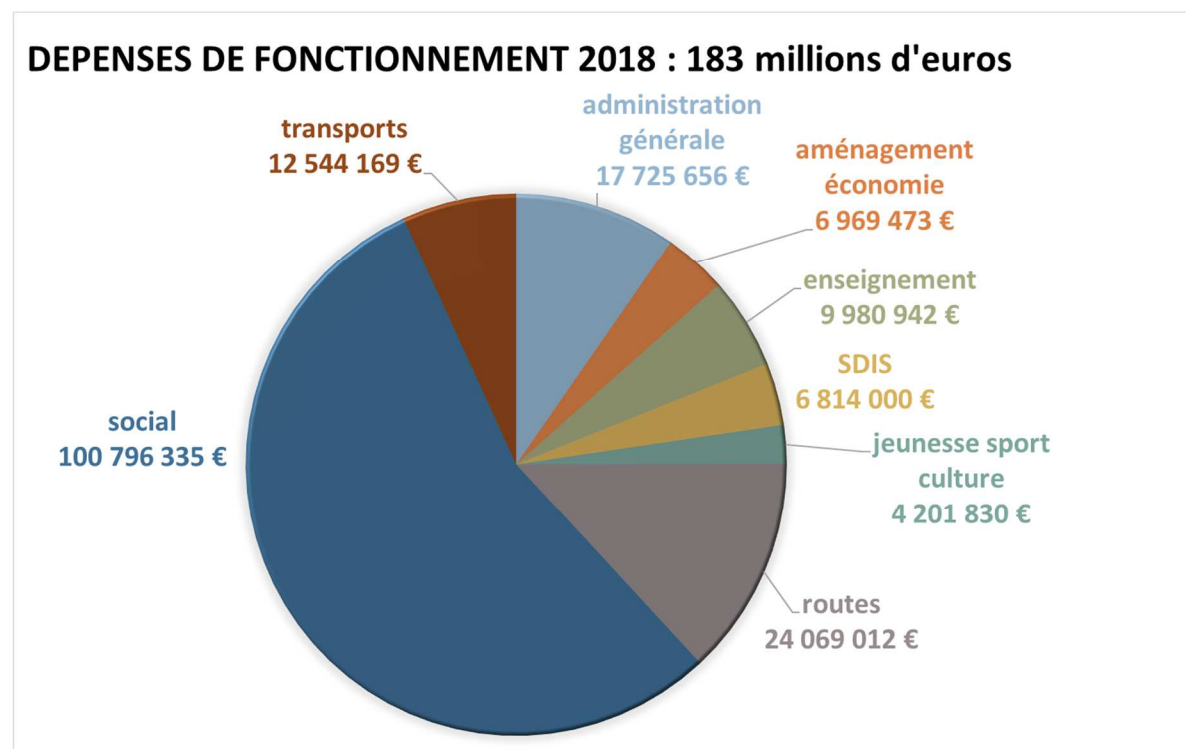


Annexe

NOTE DE PRESENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018

Les dépenses de fonctionnement 2018 du Département représentent 183 millions d'euros, et sont en hausse de 2,5 millions par rapport à 2017.

Le premier poste, comme dans tous les départements, est le domaine social, qui représente 55 % de la section de fonctionnement, les routes restent le second poste (13 % des dépenses de fonctionnement).



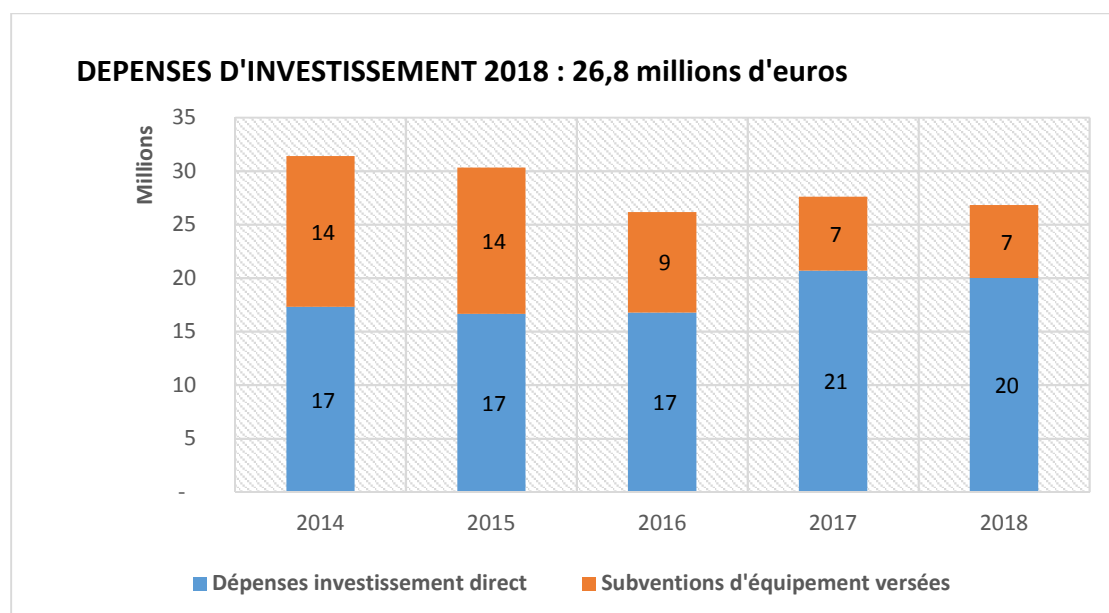
Les dépenses de fonctionnement ont globalement progressé de 1,4 %. L'indicateur retenu dans le cadre du contrat financier avec l'Etat n'évolue que de 0,5 % sur la base des négociations menées avec la Préfecture. Cela s'explique par la prise en compte d'éléments comptables calculés (ramenant l'évolution de 1,4 % à 0,8 %) et de charges neutralisées : les transports transférés à la Région (ramenant l'évolution de 0,8 % à 0,5 %).

D'après les premiers éléments communiqués en avril, sur les 322 collectivités qui ont été amenées à signer un contrat avec l'Etat encadrant leurs dépenses de fonctionnement, la moyenne de la hausse est de 0,5%, avant négociation avec les Préfectures. Notre évolution se situerait donc juste au niveau de la moyenne constatée au niveau national.

Malgré cette hausse mesurée des dépenses, les recettes de fonctionnement ont évolué un peu moins rapidement, elles sont en hausse de 1,6 million d'euros. Cette hausse n'est pas liée aux dotations ou à la fiscalité, mais elle tient au remboursement complémentaire fait par la Région pour les transports.

En conséquence, l'autofinancement a diminué en 2018, de 900 000 € passant de 19,7 millions à 18,8 millions d'euros. Le Département a remboursé 16,3 millions d'euros de capital de dette, l'autofinancement net s'est donc élevé à 2,5 millions d'euros.

Les dépenses d'investissement hors dette sont en léger repli par rapport à 2017, passant de 27,6 millions à 26,8 millions d'euros.



Les acquisitions et travaux réalisés par le Département s'élèvent à 20 millions d'euros, dont 11,8 millions d'euros dédiés aux projets routiers (5 millions d'euros pour la déviation de St-Flour).

Les subventions d'équipement représentent 6,8 millions d'euros : 4,6 millions financent des projets publics, 1,9 million est destiné au très haut débit, le solde finançant des projets privés.

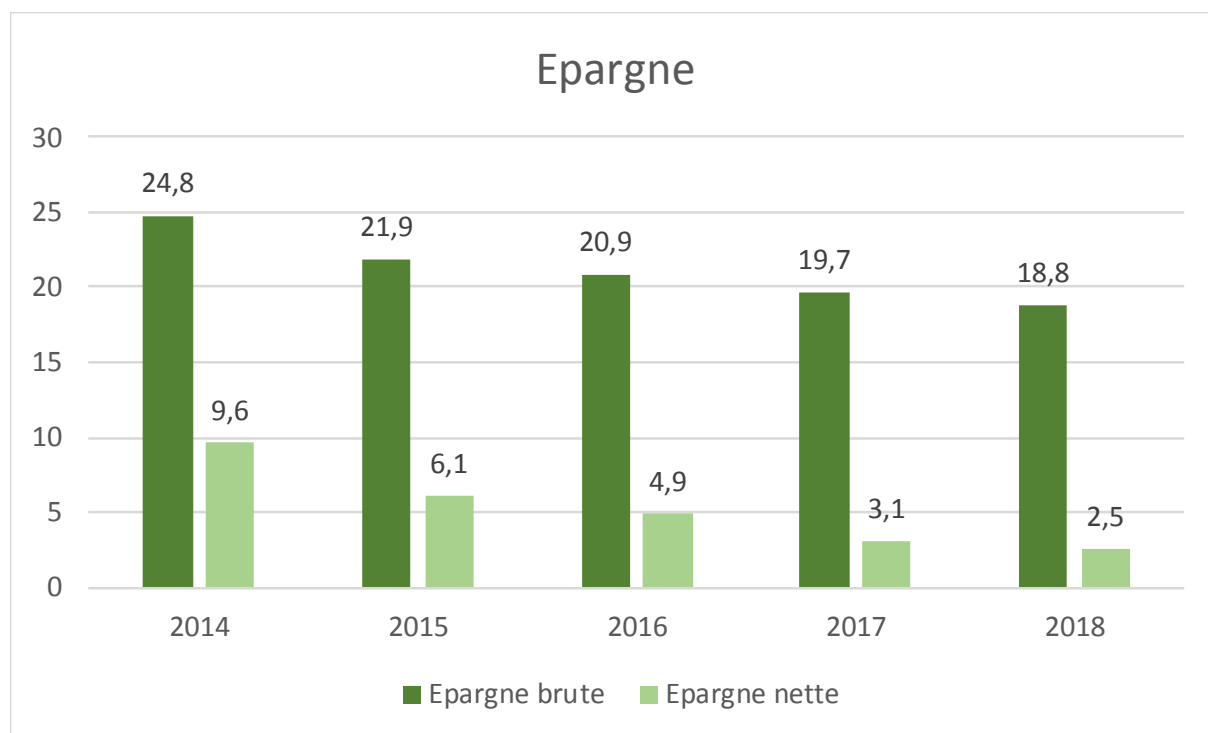
Le financement de l'investissement a été assuré grâce à 14 millions d'euros d'emprunt nouveau, en complément de notre autofinancement et de 11,7 millions de recettes d'investissement.

Les recettes réelles de fonctionnement représentent 201,9 M€ en 2018, soit une augmentation de 0,8 % par rapport à 2017.

	2014	2015	2016	2017	2018
73 Impôts indirects	55 017 728	54 784 701	57 675 473	58 764 939 €	59 955 347 €
731 Impôts directs	53 192 165	54 790 787	55 602 611	53 022 611 €	51 819 795 €
74 Dotations et participations	75 597 122	72 577 230	71 899 771	74 188 532 €	77 020 289 €
Autres recettes de fonctionnement	11 962 543	12 514 589	13 864 275	14 324 496 €	13 111 337 €
	195 769 558	194 667 308	199 042 130	200 300 578 €	201 906 768 €

L'épargne brute est de 18,8 M€ en 2018 en diminution de 0,9 M€ par rapport à 2017.

L'épargne nette est à 2,5 M€ en baisse également de 0,6 M€.



■ La CDD se situe en 2018 à 8.6 ans contre 8,3 ans en 2017.

